

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 17 octobre 2023.

Quelle causerie encore ! Vous devriez être heureux de connaître ce portail, non, fier de vous y connecter ? Vous avez du bol sans déconner ! C'est histoire de causer, car vivre dans un pays où l'armée patrouille dans les rues, ça craint plutôt !

En Inde sommeille un flic dans chaque citoyen, vous vous souvenez, j'avais lu cela fièrement inscrit en anglais sur la façade du commissariat de police situé Bussy Street à Pondichéry, nous nous sommes habitués depuis longtemps à vivre sous un régime policier ou autoritaire, qui n'a rien de démocratique.

Le blog dénommé Réseau International a supprimé la rubrique des commentaires à la suite des articles traitant du conflit israélo-palestinien, pour ne pas risquer d'avoir des ennuis avec le censeur européen, alors que d'autres blogs n'ont pas pris une telle mesure sans rencontrer de problèmes particuliers jusqu'à présent. C'est une vraie connerie, car la nature des articles qu'il publie vaut largement les commentaires antisémites que des lecteurs auraient pu leur envoyer.

Les masques de l'imposture tombent lors de chaque crise, c'est excellent, on en redemande, on l'attendait patiemment, car on savait que cela arriverait un jour ou l'autre, un vrai régal.

Ce blog est animé par une vieille stalinienne qui vient de publier un article contenant une vidéo de Soral d'extrême droite, ceci explique cela en famille. Dans un article traitant d'un autre sujet je lui avais fait remarquer dans un commentaire, qu'il ne manquait plus à son palmarès que Jean-Marie Le Pen, mon commentaire a été censuré, ainsi que 4 autres, bref que l'ordre sioniste ou totalitaire règne, en paix, là ça va être plus compliqué apparemment ! C'est un blog pourri, je vous l'avais déjà signalé.

Cela étant j'ai publié plusieurs commentaires dans un autre blog, Agoravox, les voici :

1 — *« ...le Hamas s'en est pris le 7 octobre 2023 à de très nombreuses cibles civiles israéliennes et étrangères, en rassemblant pour cette offensive une grande partie des Gazaouis en rage devant ce que la politique de B. Netanyahou fait subir aux Palestiniens. Nous condamnons ce crime de guerre qui relève aussi du terrorisme.*

Cette offensive confirme le caractère fasciste du Hamas... »

J-C - Vous êtes sûr que ce n'est pas Netanyahou qui a rédigé cet article ? Je pense qu'il passera sans problème la censure de l'UE ! Quelle horreur !

Je rajoute un mot.

Vous savez d'où il provenait ? D'Attac France, daté du 14 octobre 2023 : *Israéliens et Palestiniens : sortir du cercle vicieux de la terreur*

2— « la Commission démocratie d'Attac France »

J-C - Tout s'explique !

Vous avez cru tous leurs récits, allez donc lire les derniers articles sur le *Réseau Voltaire* ou dans mon portail (luttedeclasse(.).org (retirez les parenthèses, 120 pages d'infos depuis le 9 octobre 2023n toutes sourcées et datées)

Face à un char, j'ai le choix entre un lance-pierres et un lance-missile, qu'est-ce que je vais choisir ?

Face à un peuple qui cautionne que son gouvernement me martyrise, qu'est-ce que je fais, je me laisse faire indéfiniment ou je réagis et à défaut de mieux, je le martyrise à mon tour pour lui faire comprendre ce que cela fait et qu'il doit agir pour changer de régime ?

Je ne dis pas que je le ferais, parce que je n'ai jamais été confronté à cette situation, mais je comprends la haine et la vengeance aveugle qui peut gagner certains Palestiniens, elle est légitime sans la cautionner.

Messieurs les Anglais tirez les premiers, et puis quoi encore, vous n'êtes pas bien !

Vous ne trouvez pas qu'il y en a marre d'être entouré d'abrutis qui refusent de remettre en cause le régime capitaliste qui est la cause de tous nos malheurs, et qui osent en plus la ramener et donner des leçons de morale.

3— J-C - Mais je suis pour la suppression d'Israël, son existence est illégitime, le produit d'un coup d'Etat qui a eu lieu à l'ONU en 1947...

La Palestine est une et indivisible, je suis donc pour une République démocratique palestinienne sur l'ensemble du territoire palestinien tel qu'il existait en 1947, car il faut rappeler que ce pays qu'on veut absolument faire disparaître s'appelle la Palestine, il figure même tel quel dans la déclaration de Balfour de 1917 (1), où se côtoieraient arabes et juifs, citoyens palestiniens sans distinction de confession ou athée, de philosophie, d'idéologie politique, etc.

Il est raconté que ce sont les Palestiniens qui auraient refusé la partition qui leur a été imposée, ils auraient eu tort de l'accepter.

Vous accepteriez qu'un jour quelqu'un débarque soudain chez vous et vous dise : voilà cela m'appartient vous devez me le donner, en fait votre maison, vos terres, qui peut légitimer un tel procédé de gangster, une telle spoliation ?

D'autres racontent que, même si les Palestiniens avaient accepté les termes de cette partition, qui évidemment était à leur désavantage, cela aussi personne ne le mentionne, de toutes manières par la suite les sionistes n'ont cessé de grignoter ou de s'accaparer les terres qui auraient dû revenir aux Palestiniens, quand on voit 75 ans plus tard à quoi est réduit le territoire palestinien, on en a la confirmation, il n'y a pas photo !

Note 1 : La déclaration de Balfour (je l'avais reproduite en entier)

Enfin une bonne nouvelle ! Et en plus ils sont mauvais perdants.

J-C – Comment, les maîtres du vivant et des virus, du climat et de l'Univers, mis en échec par des antilopes sauteuses (Springboks), impensable !

Qui est-ce qui véhicule cet épouvantable complexe de supériorité, sinon le mégalomane enragé Macron qui est parvenu au pouvoir à l'issue d'un coup d'Etat et pratique l'abus de pouvoir en permanence. Le tyran était d'ailleurs dans les tribunes en compagnie des ministres de l'Intérieur, des Transports ou encore la présidente de l'Assemblée nationale.

Si vous ressentez de mauvaises vibrations, vous saurez au moins pourquoi.

Car il a fallu qu'il la ramène : - *Le XV l'a bien montré : la France est une grande nation du rugby mondial. Merci d'avoir fait vibrer tout le pays et d'avoir porté nos couleurs avec panache. À jamais derrière vous !* Un relent de nationalisme particulièrement malsain au regard de ce qu'est devenue la France depuis qu'il est au pouvoir, ce dont au passage je me contrefous autant que le rugby. Mettons cette défaite à son actif, si cela vous chante !

"Mafia", "incompétence" : L'arbitre de France-Afrique du Sud déchaîne la colère après la défaite des Bleus - Purepeople 16 octobre 2023

Après la défaite d'un point du XV de France face à l'Afrique du Sud, les supporters des Bleus l'avaient mauvaise. De nombreux internautes n'ont pas hésité à lâcher leur venin envers l'arbitre de la rencontre, accusé d'avoir avantagé les Springboks. Purepeople 16 octobre 2023

XV de France : un échec cuisant et des questions après l'élimination face à l'Afrique du Sud - leparisien.fr 15 octobre 2023

Éliminés en quarts de finale du Mondial par les Springboks ce dimanche au Stade de France (28-29), les Bleus ont failli dans leur mission. leparisien.fr 15 octobre 2023

Quelques réflexions de bon matin, comme quoi la nuit porte conseil !

- Gaza est un ghetto, les Palestiniens n'auraient jamais dû accepter de vivre dans ce ghetto, la seule solution pour en sortir, c'est de mettre fin à Israël.

- Il y a les intentions des dirigeants du Hamas et du jihad islamique, et il y a les motivations profondes du peuple palestinien, les deux peuvent coïncider ou converger à un moment donné, puis diverger à un autre moment, toujours est-il que les motivations du peuple palestinien ne varieront jamais contrairement à celles de leurs dirigeants, il y a donc lieu de ne jamais les confondre sous peine de nuire aux intérêts du peuple palestinien sachant que leurs dirigeants sont manipulés ou corrompus.

- On ne doit jamais confondre ou mettre sur le même pied, traiter de la même manière agresseur et agressé sous peine d'être injuste envers l'agressé ou de favoriser l'agresseur, là en l'occurrence depuis 1947, l'agresseur ce sont les sionistes, tous ceux qui en Israël ont cautionné ou cautionnent encore aujourd'hui la partition de la Palestine, 75 ans d'occupation de la Palestine par une puissance coloniale.

- Ceux qui condamnent la violence des Palestiniens, sont les mêmes qui condamnent à l'avance toute révolution, parce qu'elle entraînerait inmanquablement des violences, mille fois moins que les guerres qu'ils soutiennent, de plus la guerre civile est toujours déclenchée par ceux qui sont opposés à un changement de régime, donc les victimes sont à mettre à leur compte exclusivement.

Ce sont des lâches, des pleutres qui préfèrent se mettre la tête dans le sable pour ne pas entendre le bruit des bombes qui s'abattent tout autour d'eux, en espérant qu'elles ne les atteindront jamais et qu'ils pourront conserver leur misérable petit confort, en vain, car un jour ou l'autre la réalité les rattrapera, les frappera à leur tour...

- Quant à la violence et à la terreur, ce sont nos ennemis qui en usent envers nous ou nos semblables à travers le monde, ce sont toujours eux qui y recourent en premier, y compris lors des révolutions quand ils répriment dans le sang les manifestations pacifiques ou désarmées, quand ils nous interdisent même de manifester notre désaccord avec leur politique, quand ils nous chassent de notre emploi, de notre domicile, de notre pays parfois quand on a une origine, une couleur de peau ou un faciès qui ne leur reviennent pas.

Ce sont nos ennemis qui ont le choix des armes, qui nous menacent ou nous répriment violemment, pas nous, alors si un jour il arrive qu'on parvienne à les devancer et à retourner ces armes contre eux, là ils hurleront à la terreur, au crime de lèse-majesté en somme.

On ne fait que se défendre, résister à l'agression dont nous sommes des victimes innocentes. Le droit et la légitimité sont de notre côté quoiqu'ils en disent, parce que rien ne peut justifier le régime d'exploitation et d'oppression qu'ils nous imposent. Nous résisteront les armes à la main s'il le faut, afin d'obtenir notre émancipation, notre libération et mettre fin définitivement à l'esclavage.

- Ils ont semé la terreur de l'Afghanistan au Maghreb et au Sahel, ils kidnappent, torturent, assassinent des opposants, des intellectuels, des scientifiques, dans le monde entier... Ils sèment la guerre et déversent leurs bombes sur la population civile d'un tas de pays qu'ils ravagent ou réduisent à l'état de ruine au passage, et ils s'étonnent que des éléments désespérés les imitent en les prenant pour cibles ou veulent se venger.

C'est dans l'ordre des choses, ils l'ont bien cherché ou ils en portent l'entière responsabilité.

On va ressortir la formule de la République démocratique bourgeoise ou capitaliste qu'on avait mise de côté, car j'estimais qu'elle pouvait porter à confusion à une autre époque, quand la crise du capitalisme n'avait pas atteint le stade de putréfaction qu'on lui connaît aujourd'hui ou qui la caractérise. Il s'avère que ce stade est irréversible ou final, témoigne de la fin d'un cycle, ce qui signifie que plus jamais la crise du capitalisme ne bénéficiera d'un répit comme dans le passé ou chaque crise permet d'augmenter la productivité ou d'accroître le taux d'exploitation de manière à temporiser en attendant la prochaine crise, cette époque pendant laquelle les capitalistes pouvaient accorder quelques concessions à la classe ouvrière et aux classes moyennes est définitivement révolue.

C'est d'ailleurs ce qu'a signifié l'annonce d'un "*great reset*" ou grande réinitialisation du capitalisme ou de la société toute entière par le Forum économique mondial en janvier 2020, autrement dit, la fin de ce que ses auteurs ont appelé "*la société de l'abondance*", qui devrait dorénavant céder la place à une régression sociale généralisée sans fin, et qui pour pouvoir être imposés aux exploités devrait être accompagné de mesures politiques restreignant aussi bien les libertés individuelles que collectives ou l'instauration de régimes totalitaires ou fascistes, ce vers quoi penchent effectivement de plus en plus l'ensemble des pays occidentaux, mais aussi en Amérique latine et en Asie, l'Afrique demeurant pour ainsi dire sous contrôle coloniale.

La formule de la République démocratique bourgeoise ou capitaliste signifie que la Constitution reconnaît des droits égaux à tous les citoyens sur la base toutefois de la répartition des richesses qui n'a rien d'égal, injustice sociale qui se traduit par un traitement privilégié accordé à la classe dominante dans la mesure où toute sanction prise par un tribunal à l'encontre d'un riche ou d'un pauvre n'aura pas la même valeur ou n'aura pas les mêmes conséquences, supportable pour le riche, dévastatrice ou fatale pour le pauvre...

Par conséquent, en précisant qu'on est en présence d'une République démocratique bourgeoise ou capitaliste, on fixe au sein du cadre et des rapports qui existent entre les classes, les limites au-delà desquelles l'expression de la démocratie ne s'exerce pas ou ne veut rien dire, en précisant que seule l'infime minorité des capitalistes profitent réellement de la démocratie et du modèle républicain de société, en opposition à la République démocratique socialiste ou le terme socialiste signifie que les rapports entre les classes ont été inversés au profit des exploités, autrement dit, l'expression de la démocratie peut s'exercer librement ou sans entrave une fois le joug de l'exploitation ayant été aboli au profit de l'immense majorité de la population.

En d'autres termes, c'est uniquement le mode de production et de répartition des richesses en vigueur qui fixe la nature des rapports existant entre les classes, de la République de la démocratie, et en dernière analyse, du régime en place et de l'Etat.

Pour autant, il faut préciser que nous ne pourrions pas toujours recourir à cette formule, tant les principes qui caractérisent une République ou la démocratie tels qu'ils viennent d'être énoncés tendent de plus en plus à disparaître au profit d'une dictature pure et dure, absolue ou de type monarchique ; Il fallait entre par La République en Marche (LREM), la République en marche arrière tendant vers la restauration de l'Ancien Régime qu'incarne parfaitement Renaissance, le parti de l'extrême-centre de l'oligarchie financière qui trône à Davos, le parti de Macron.

Ainsi revendiquer une République démocratique socialiste prend tout son sens ou est d'actualité, car elle signifie qu'une révolution à la fois politique et économique ou sociale est indispensable pour résoudre les questions politiques et sociales auxquelles l'ensemble des exploités et des opprimés de tous les continents sont confrontés. C'est la réponse politique et sociale à la crise du capitalisme, conforme aux besoins sociaux et aux aspirations démocratiques de tous les peuples vers l'instauration d'une République démocratique et sociale universelle, la négation en somme du Nouvel ordre mondial totalitaire que l'oligarchie financière ou les capitalistes veulent nous imposer.

- Suis-je cérébral comme me l'a dit un vieux pote au téléphone ? Peut-être, sans doute, la plupart de mes analyses je les sors le matin après une bonne nuit de sommeil, ce qui signifie que je continue de penser à notre affaire en dormant. Je n'arrête jamais de penser, si c'est cela être cérébral, je le suis effectivement, mais je ne suis pas un intellectuel, je n'ai pas suivis suffisamment d'études académiques pour avoir un mode de penser structurer comme un intellectuel. Je suis essentiellement autodidacte, j'ai juste un tout petit diplôme en science du langage obtenu à 45 ans, mon unique diplôme, hormis le Certificat d'études.

Je vais vous raconter rapidement un truc qui vient de m'arriver il y a 3 ou 4 jours de cela et qui m'a agréablement surpris.

J'étais en train de suivre depuis 20 minutes en me concentrant au maximum une conférence sur les deux révolutions quantiques animée par le prix Nobel de physique de 2022, quand soudain je devançai ce qu'il allait dire mot pour mot, alors que je n'y connais rien ou presque, j'ai trouvé cela fabuleux. Je me suis fait la réflexion suivante : Tu vois que tu n'es pas complètement con comme te l'a dit si tendrement ta fille dernièrement, pour un peu tu aurais peut-être pu devenir physicien avec les facilités que tu as à comprendre une démonstration d'un si haut niveau, qui sait ?

Comme quoi il ne faut pas jamais désespérer ou on peut encore progresser, pour peu qu'on s'en donne les moyens. C'est tout le mal que je vous souhaite.

Comment expliquer que ceux qui supportent le régime néonazi ukrainien soutiennent également le régime sioniste fasciste ? Comment expliquer que des juifs se comportent comme des nazis envers les Palestiniens depuis 75 ans ?

Des documents secrets du KGB révèlent les crimes atroces des collaborateurs ukrainiens des nazis - RT 16 octobre 2023

Les nationalistes ukrainiens ont commencé, avant même le début de l'occupation nazie, le nettoyage ethnique des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Des documents secrets du KGB révèlent les crimes atroces des collaborateurs ukrainiens des nazis à cette époque.

RT a obtenu une mine de documents déclassifiés du KGB, éclairant les crimes commis par les nationalistes ukrainiens dans les territoires soviétiques occupés par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. Les documents comptent des témoignages de personnes ayant survécu aux nettoyages ethniques et de collaborateurs ukrainiens capturés par les services de renseignement intérieurs soviétiques, alors connus sous le nom de NKVD.

De vastes pans de l'Ukraine actuelle tombèrent sous l'occupation nazie à l'été 1941, alors que les troupes allemandes avançaient profondément en Union soviétique. Les attaques contre les Juifs et les Polonais de souche, ainsi que contre les communistes locaux, ont commencé immédiatement après le retrait des troupes soviétiques.

«Dans les premières heures qui ont suivi le retrait des bolcheviks, la population ukrainienne a fait preuve d'une activité louable contre les Juifs», peut-on lire dans un rapport de la Gestapo, la police secrète de l'Allemagne nazie, daté du 16 juillet 1941.

Ces *«activités louables»* comprenaient l'incendie d'une synagogue dans la ville de Dobromyl, dans l'ouest de l'Ukraine, et le meurtre d'une cinquantaine de Juifs par une «foule en colère» à Sambor, dans la région de Lvov. A Sokal, l'aide des locaux, *«Ukrainiens dignes de confiance»*, a permis aux nazis de retrouver et d'exterminer quelque 183 *«Juifs communistes»*. En outre, les nationalistes ukrainiens ont rassemblé et brutalement maltraité environ 1 000 Juifs à Lvov, les plaçant ensuite dans une prison locale, les *«détenus»* étant finalement repris par les Allemands, selon le rapport de situation.

Une fois le régime d'occupation allemand correctement établi, le processus de nettoyage ethnique a été rationalisé, la soi-disant police auxiliaire ukrainienne, créée par les nazis en août 1941, y jouant un rôle très actif. Selon le témoignage de Mikhaïl Tomasevich, commandant de la police ukrainienne de Belya Tserkov, une grande ville de la région de Kiev, les membres de son unité étaient si désireux de tuer des Juifs qu'ils ont excédé les ordres donnés par leurs maîtres nazis. En effet, le secrétaire de police local prenait plaisir à *«interroger»* les Juifs arrêtés, à les battre avec un tube en caoutchouc, les *«emmenant»* ensuite librement, sans qu'aucun des détenus ne revienne jamais au QG de la police.

Mikhaïl Tomasevich a dirigé l'unité de police jusqu'en 1943, date à laquelle il s'est enfui aux côtés des forces allemandes en retraite, mais a finalement été arrêté par le NKVD. Alors qu'il affirmait que la plupart des Juifs de la ville avaient été exterminés avant de prendre ses fonctions, il a admis avoir participé, d'une manière ou d'une autre, au meurtre de plus de 1 000 personnes. Sous sa direction, la police a continué à rechercher activement des survivants, utilisant diverses astuces pour attirer les Juifs restant dans la ville vers leur propre mort.

«Pour identifier les personnes de nationalité juive qui se cachaient, la gendarmerie [allemande], par l'intermédiaire de la police [ukrainienne], organisait ce qu'on appelle des pièges, c'est-à-dire qu'on annonçait dans toute la ville que désormais les Juifs seraient autorisés à vivre librement, mais seulement dans certaines maisons», a témoigné Mikhaïl Tomasevich.

«J'ai inscrit tous les Juifs qui croyaient cela et se sont installés dans les maisons sur un registre spécial, un dossier spécial intitulé "Yids" [un terme péjoratif pour "Juifs"], a été ouvert», a-t-il expliqué, ajoutant que lorsque le flux de Juifs désireux de s'installer dans les maisons diminua, tous, une cinquantaine de personnes, furent arrêtés et tués «vers janvier ou février 1942».

Les autorités civiles ukrainiennes, établies sous l'occupation allemande, ont également activement contribué aux nettoyages ethniques. Par exemple, selon un acte d'accusation dans une affaire de 1944 concernant les crimes nazis commis dans la ville de Sarny et ses environs, le maire ukrainien local, Marinyuk, a directement facilité l'extermination de l'ensemble de la population juive locale en août 1942.

Quelque 13 000 personnes ont été rassemblées dans un camp de concentration local, gardé par la gendarmerie de campagne et la police ukrainiennes, sous prétexte d'être transférées pour «travailler» en Allemagne. Au lieu de cela, les Juifs se sont retrouvés devant des pelotons d'exécution, avec des enfants jetés dans les fosses de la mort et enterrés vivants. Seules 40 à 50 personnes ont réussi à échapper au massacre, poursuivies par des unités nationalistes ukrainiennes. Ceux qui parvinrent à capturer les évadés furent récompensés d'un sac de sel.
RT 16 octobre 2023

D'un ghetto à l'autre. La même barbarie à l'œuvre.

La Tempête Al-Aqsa : le soulèvement du ghetto par Luk Vervaeet - legrandsoir.info 16 octobre 2023

Extrait.

Rappelons-nous les 750 000 Palestiniens expulsés lors du nettoyage ethnique pour créer l'État d'Israël entre 1947 et 1949. Les près de 80% de la Palestine occupée par les milices sionistes, les 530 villages détruits, les 70 massacres qui ont coûté la vie à 15 000 Palestiniens.

Depuis des décennies, un million et demi des Palestiniens vivent, génération après génération, dans plus de 50 camps de réfugiés au Liban, en Syrie, en Jordanie, à Gaza. Tout au long de l'occupation coloniale de la Palestine, la politique d'implantation des colonies a continué, en vidant la terre par l'expropriation et l'expulsion de la population palestinienne. Les populations restantes ont été encerclées par des fossés autour de leurs villes (Jéricho) ou par des murs (Jérusalem).

Pendant tout ce temps, une des caractéristiques marquantes de l'occupation israélienne a été et est l'incarcération de masse. Depuis 1967, 850 000 Palestiniens, c'est-à-dire près de 40% de la population masculine et près de 20% de la population totale des territoires occupés, ont été

incarcérés dans des prisons israéliennes. 227 Palestiniens y ont laissé la vie. Aujourd'hui, ils sont 5 250 prisonniers politiques dans des geôles israéliennes, dont 1 350 en détention administrative, sans aucune forme d'accusation ou de procès. Parmi eux, 39 femmes et 170 enfants. Parmi eux, 549 condamnés qui ne sortiront plus jamais et 600 prisonniers malades.

Une bande de terre de 41 km de long, 10 km de large, 365 km² (deux fois la superficie de la Région de Bruxelles-Capitale), avec une population de plus de 2 300 000 d'habitants, une densité de population des plus élevées au monde. Depuis 16 ans, ce petit bout de terre, est soumis à un blocus sans précédent, le transformant en un camp de concentration.

Le 19 septembre 2007, le cabinet israélien avait déclaré Gaza « *entité ennemie* ». Gaza devenait littéralement une prison où la population palestinienne purgeait une peine collective et d'où il était impossible de s'échapper. Priée de commenter cela, Condoleezza Rice, à ce moment la ministre des Affaires étrangères des EU, a répondu : « *Gaza est une entité ennemie pour nous également* ». Gaza devenait un ghetto, où la faim, les enfants sous-alimentés, les hôpitaux sans médicaments devenaient la norme.

En 2008, Wikileaks rendait public un mail de l'ambassade des EU à Tel Aviv dans lequel on pouvait lire : « *Des officiels israéliens nous ont confirmé à plusieurs reprises qu'ils ont l'intention de maintenir l'économie à Gaza au bord de l'effondrement mais sans la détruire complètement* ».

En novembre 2008, dans un rapport alarmant du Comité International de la Croix-Rouge, on apprenait ce que cela voulait dire. « *Sous-alimentation chronique pour 70 % des 1,5 million d'êtres humains de la bande de Gaza ; 46 % des enfants souffrent d'anémie parce que leurs parents ne sont pas capables de les nourrir suffisamment ; accroissement alarmant du retard dans le développement, et des troubles mentaux, surdité largement répandue parmi les enfants par suite des franchissements du mur du son par les avions survolant Gaza à basse altitude.* »

Dès 2012, l'Organisation des Nations unies (ONU) tirait la sonnette d'alarme. Elle estimait que ce territoire deviendrait « *invivable* » d'ici à 2020 si le blocus imposé par Israël, avec la collaboration de l'Égypte, n'était pas levé. (1)

L'année 2020 est passée, comme toutes les autres. Le monde était au courant de ce qu'il en était réellement à Gaza. Il a détourné la tête. Seize ans plus tard, rien n'a changé, la situation n'a fait que s'aggraver tout au long des années.

Souvenez-vous de la manière dont ils ont traité les populations colonisées et voyez les ressemblances avec le traitement du peuple palestinien aujourd'hui.

En 1946, face à la rébellion du Viet Minh, la France a déplacé un demi-million de Cambodgiens vers des « *agrovilles* », des ghettos à la mode française. En 1955, en Algérie colonisée, la France a pratiqué le « *quadrillage* » (le grillage et la conquête graduelle des terres et des villes) et créé des « *Centres de regroupements* » de la population algérienne. Les paysans restants étaient chassés vers les bidonvilles autour des villes où ils vivaient sans travail, sans eau, égouts ou électricité. En 1961, 3,5 millions de personnes, la moitié de la population agricole de l'Algérie, avait été déplacée et « *regroupée* ». Dans ces camps, écrivait

Le Figaro en 1958, il n'y avait pas eu « *d'huile d'olive ou de pois chiches pendant un an et les enfants recevaient un verre de lait par semaine* ».

On pourrait continuer la liste de la création des camps de concentration pour les Kényans par les Britanniques au déplacement de millions de paysans Vietnamiens par les Américains dans des « *hameaux stratégiques* ». Une liste de crimes colonialistes sans fin. (2)

Ou l'insurrection du ghetto de Varsovie en 1943 ?

S'il s'agit de faire des comparaisons historiques, une comparaison avec l'insurrection du ghetto de Varsovie pendant la deuxième guerre mondiale ne serait-elle pas plus adaptée ?

En s'emparant de la Pologne en 1939, le régime nazi « *héritait* » d'un plus grand nombre de Juifs qu'il y avait en Allemagne. Devant cette situation, le plan des nazis était de purifier ethniquement tout son territoire en expulsant tous les Juifs du Reich vers l'Est, le plus loin possible et de les mettre dans une vaste réserve. Pour y arriver, il fallait d'abord procéder à une concentration provisoire des Juifs dans des ghettos au sein ou au bord des villes. Le premier ghetto était situé dans la ville polonaise de Lodz. Six mois plus tard, le 12 octobre 1940, les nazis ouvraient le ghetto de Varsovie, au centre de la ville, sur une superficie d'environ 300 hectares. Il était entouré de 18 kilomètres de murs, hauts de trois mètres, et de fil de fer barbelé. Il y avait treize accès, des checkpoints extrêmement bien gardés. Les nazis vont y entasser jusqu'à 400 000 Juifs. Coupés du monde, affamés, victimes de typhus et de tuberculose, ils moururent par milliers. En 1943, lorsque les nazis ont commencé à transporter les Juifs restants au ghetto vers les camps d'extermination, une révolte armée contre les forces d'occupation allemandes éclate. Sept cents résistants, les armes à la main, se sont battus pendant plusieurs semaines. Du 19 avril au 16 mai 1943, ils ont tué une centaine de soldats nazis. Ces derniers ont répondu par la destruction du ghetto, maison par maison. 13 000 Juifs ont été massacrés, dont la moitié brûlés vifs.

« *Aucun n'espérait survivre* », a déclaré Marek Edelman, le commandant adjoint de l'insurrection et le seul dirigeant à avoir survécu à l'insurrection et à la guerre, mais « *il s'agissait de ne pas laisser les Allemands décider de l'heure et du lieu de notre mort* ». Après la guerre, Marek Edelman s'est rangé du côté des Palestiniens et il a soutenu leur résistance armée. Pour lui, le sionisme était une idéologie raciste utilisée pour justifier le vol des terres palestiniennes. (3)

Les mots de Marek Edelman sur le soulèvement du ghetto de Varsovie pourraient être ceux de Mohamed Deif, le commandant des Brigades Al-Qassam, sur le soulèvement du ghetto de Gaza : « *décider de l'heure et du lieu de notre mort* ».

La bande de Gaza Éléments d'histoire par Richard Rossin - Dans Outre-Terre 2009/2 (n° 22), pages 19 à 22

Si la ville de Gaza a une longue histoire, la bande de Gaza est une création récente.

La ville de Gaza a vraisemblablement été fondée vers 1500 avant J.-C. ; lieu de passage, elle a été successivement égyptienne, philistine (d'où le nom de Palestine donné à la région par l'empereur romain Hadrien), israélite, perse achéménide, chaldéenne, grecque, romaine, byzantine, arabe, franque, mamelouk, ottomane (1517 à 1917), puis britannique avant que n'émerge la bande de Gaza.

La « *bande de Gaza* » est issue des négociations d'armistice de Rhodes, après la première guerre israélo-arabe, en 1949. Le territoire qui recouvre 362 km² a 11 km de frontière avec l'Égypte (poste-frontière de Rafah), 51 km de frontière avec Israël et 40 km de côtes le long de la Méditerranée.

La bande de Gaza sera administrée par l'Égypte de 1948 à 1967. En 1950, la population est de 254 000 habitants. Aucun juif n'est autorisé à y vivre. L'Égypte maintient Gaza sous commandement militaire et gère le territoire comme un protectorat dont les habitants deviennent apatrides. Encouragés par Gamal Abdel Nasser, le président égyptien, les premiers commandos fedayin opèrent dès 1954 contre le Sud d'Israël, tuant des civils. Israël réplique militairement. Le cycle de la violence est enclenché. C'est à Gaza que se construit sous autorité égyptienne une (proto-)OLP (Organisation de libération de la Palestine) fin des années 1950-début des années 1960.

En 1956, Israël intervient en soutien de l'opération anglo-française contre l'Égypte et prend le contrôle de la bande de Gaza pendant quatre mois. L'économie gazaouie, traditionnellement agricole, n'a pas connu le moindre développement industriel sous l'administration égyptienne.

En juin 1967, Israël occupe la bande de Gaza. Le territoire sera relié à des réseaux électrique et d'eau courante. Pendant 25 ans près de 100 000 Palestiniens vont travailler en Israël malgré la vague d'attentats suivis de représailles perpétrés par les mouvements nationalistes en 1970 et 1971. L'économie gazaouie s'est intégrée au marché israélien dont elle est devenue dépendante. Gaza exporte pour l'essentiel des produits agricoles vers Israël mais aussi des produits finis fabriqués sous licence israélienne dans la zone industrielle frontalière d'Erez (détruite en 2006). La principale source de revenus reste cependant une main-d'œuvre non qualifiée utilisée dans le bâtiment et l'agriculture israéliens jusqu'à la seconde intifada de 2000, date à laquelle c'est toute l'économie gazaouie qui s'effondrera.

1979 : traité de paix israélo-égyptien. Ce sera le retrait (effectif en 1982) du Sinaï ; les accords circonscrivent les forces égyptiennes (zones A, B, C) et israéliennes (zone D). L'Égypte ne veut plus administrer la bande de Gaza.

Dans le courant des années 1970, les Frères musulmans tissent un important réseau social d'aide dans la bande et s'assurent d'une base institutionnelle : le waqf (gestion des biens religieux) et université islamique de Gaza.

En 1987, c'est dans le camp de réfugiés de Jabaliya que débute la première intifada, la « *révolte des pierres* », avant de s'étendre à l'ensemble des territoires occupés jusqu'aux accords israélo-palestiniens d'Oslo du 13 septembre 1993. Fin 1987, le sheikh Yassine fonde la branche palestinienne des Frères musulmans, le Hamas, dont la charte cite en préambule une phrase de Hassan al-Banna, fondateur égyptien des Frères musulmans : « *Israël existera et continuera d'exister jusqu'à ce que l'islam l'anéantisse comme il en a anéanti d'autres auparavant* ».

Conformément à la Déclaration de principes de Washington du 13 septembre 1993 signée par Israël et l'OLP, puis à l'accord du Caire sur la bande de Gaza et la région de Jéricho du 4 mai 1994, la première devient une zone autonome dirigée par l'Autorité palestinienne ; elle forme avec la Cisjordanie les « *Territoires palestiniens* ». Le président Yasser Arafat et l'Autorité palestinienne s'installent à Gaza. L'Autorité palestinienne réprime les islamistes et les terroristes. Yasser Arafat proclame qu'il va « *bâtir un Singapour* » moyen-oriental : le retour des hommes d'affaires va faire relancer l'économie ; le front de mer se développe alors que les camps de réfugiés, installés par exemple sur la côte au nord de Gaza-Ville, restent insalubres. Cependant l'Autorité palestinienne assure la survie artificielle de l'économie par hypertrophie du secteur public – principalement les services de sécurité – grâce aux subventions internationales, en particulier de l'Union européenne (UE). Près d'un Gazaoui sur trois serait rémunéré par l'Autorité palestinienne

Un mois après le déclenchement de la deuxième intifada, en septembre 2000, les tirs de roquettes de la bande de Gaza commencent. Avec le temps, la fréquence, la portée et la létalité des roquettes et des mortiers lancés depuis la bande de Gaza augmentent, rendant la ville israélienne de Sderot notamment de plus en plus inhabitable.

22 mars 2004 : mort du sheikh Ahmed Yassine par un missile israélien.

11 novembre 2004 : mort de Yasser Arafat à Paris.

27 janvier 2005 et 5 mai 2005 : premier et second tour des élections locales à Gaza : le Hamas remporte la majorité des sièges.

17-22 août 2005 : le gouvernement israélien achève avec succès le retrait unilatéral de la bande de Gaza dans le cadre d'une politique plus large qui, en l'absence d'accord de paix, vise à mettre un terme à l'absence de frontières physiques entre Israël et le futur État palestinien.

Novembre 2005 : une médiation américaine conduit à un accord sur le déploiement de 750 policiers égyptiens à la frontière palestino-égyptienne pour gérer les entrées et sorties à Rafah, en coopération avec l'Autorité palestinienne, sous supervision des forces de l'UE et surveillance vidéo israélienne.

25 janvier 2006 : le Hamas (classé comme organisation terroriste par la communauté internationale) remporte les élections législatives palestiniennes. Ismaïl Haniyeh forme le nouveau cabinet de l'Autorité palestinienne. C'est la crise en Palestine : fin des subventions internationales et conflits entre le Fatah du président Mahmoud Abbas et le Hamas du premier ministre Ismaïl Haniyeh.

En juin 2007, le Hamas, par un coup de force, prend entièrement le contrôle de la bande de Gaza après plusieurs mois de guerre civile palestinienne [2]

17 janvier 2008 : Israël ferme ses frontières avec la bande de Gaza en réponse à des attaques massives de roquettes. Le 23 janvier, le Hamas orchestre la destruction partielle du mur séparant la bande de Gaza de l'Égypte ; près de 750 000 Palestiniens traversent la frontière. Le Hamas a appelé à rompre les liens économiques avec Israël et à les reporter sur l'Égypte, c'est-à-dire à acheter désormais aux Égyptiens le fuel, la nourriture, l'eau, les matériaux de

construction, et beaucoup plus d'électricité que les 17 mégawatts fournis dans la période par le voisin méridional (contre 124 mégawatts fournis par Israël).

3 février 2008 : la frontière entre le Sinaï et la bande de Gaza est refermée.

5 février 2008 : un clash entre des Palestiniens et la police égyptienne à la frontière fait un mort et plusieurs blessés.

19 juin 2008 : Une trêve de six mois reconductible entre le Hamas et Israël, négociée par l'entremise de l'Égypte, entre en vigueur ; elle prévoit l'arrêt des tirs palestiniens vers Israël et la fin des attaques israéliennes sur la bande de Gaza, Israël s'engageant en outre à alléger progressivement le blocus de Gaza.

4 novembre 2008 : les statistiques officielles du ministère des Affaires étrangères israélien montrent que si durant cette trêve les tirs sur les civils du Sud d'Israël ont diminué, ils n'ont jamais été complètement interrompus. En fait, la trêve dégénère gravement et les tirs de roquettes s'intensifient. Le chef politique du Hamas, Khaled Mechaal, en exil à Damas, annonce que la trêve prendra fin à partir du 19 décembre et qu'elle ne sera pas renouvelée. En particulier le 26 décembre 2008, ce sont plus de 80 roquettes qui pleuvent sur les habitants des villes du Sud d'Israël.

À partir du 27 décembre 2008, Israël bombarde massivement les installations du Hamas dans une opération appelée Plomb Durci caractérisée par des raids et bombardements aériens, et poursuivie par une offensive terrestre lancée le 3 janvier 2009.

À la guerre et son cortège de destructions et de morts s'ajoute une guerre de l'information d'une rare violence. L'ONU commence à communiquer sur cet aspect et sur l'implication de ses agences.

Notes

[2] Au printemps 2007, la bande de Gaza devient le théâtre d'affrontements interpalestiniens meurtriers ; tandis que le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas qui bénéficie du soutien de la communauté internationale proclame l'état d'urgence et limoge le Premier ministre Ismaïl Haniyeh, l'organisation islamiste prend le contrôle de la totalité du territoire de Gaza le 14 juin, divisant de fait les Territoires palestiniens en deux entités politiques. En août 2007, l'Union européenne bloque pendant quelques jours les fonds destinés à payer les livraisons de fioul. Un Hamastan, petit État islamique, se met en place dans la bande de Gaza ; il défie les Israéliens, les Égyptiens et les Occidentaux.

J-C – Les lecteurs corrigeront les interprétations fallacieuses ou à charge qui figurent dans ce document, en les recoupant avec d'autres textes. On en est là pratiquement systématiquement.

Comment la propagande des pro sionistes colportée par les médias est construite ou le bréviaire de la manipulation des consciences pour justifier les exactions israéliennes et tenter d'obtenir le soutien de l'opinion publique mondiale.

Conflit israélo-palestinien : petit vade mecum du journaliste grand public - legrandsoir.info 11 octobre 2023

Voici des règles que l'on doit avoir à l'esprit lorsqu'on regarde le JT le soir. Tout devient alors plus simple.

Règle numéro 1 : Au Proche Orient, ce sont toujours les Arabes qui attaquent les premiers et c'est toujours Israël qui se défend. Cela s'appelle des représailles.

Règle numéro 2 : Les Arabes, Palestiniens ou Libanais, n'ont pas le droit de tuer des civils de l'autre camp. Cela s'appelle du terrorisme.

Règle numéro 3 : Israël a le droit de tuer les civils arabes. Cela s'appelle de la légitime défense.

Règle numéro 4 : Quand Israël tue trop de civils, les puissances occidentales l'appellent à la retenue. Cela s'appelle la réaction de la communauté internationale.

Règle numéro 5 : Les Palestiniens et les Libanais n'ont pas le droit de capturer des militaires israéliens, même si leur nombre est très limité et ne dépasse pas un soldat.

Règle numéro 6 : Les Israéliens ont le droit d'enlever autant de Palestiniens qu'ils le souhaitent (environ 12 000 prisonniers à ce jour). Il n'y a aucune limite et n'ont besoin d'apporter aucune preuve de la culpabilité des personnes enlevées. Il suffit de leur appliquer le mot magique "*terroriste*".

Règle numéro 7 : Quand on dit "*Résistance*", il faut toujours rajouter l'expression « soutenu par la Syrie et l'Iran ».

Règle numéro 8 : Quand on dit "*Israël*", Il ne faut surtout pas rajouter « *soutenu par les États-Unis, la France et l'Europe* », car on pourrait croire qu'il s'agit d'un conflit déséquilibré.

Règle numéro 9 : Ne jamais parler de Territoires occupés, ni de résolutions de l'ONU, ni de violations du droit international, ni des conventions de Genève. Cela risque de perturber le téléspectateur et l'auditeur de France Info.

Règle numéro 10 : Les Israéliens parlent mieux le français que les Arabes. C'est ce qui explique qu'on leur donne, ainsi qu'à leurs partisans, aussi souvent que possible, la parole. Ainsi, ils peuvent nous expliquer les règles précédentes (de 1 à 9). Cela s'appelle de la neutralité journalistique.

Règle numéro 11 : Si vous n'êtes pas d'accord avec ses règles ou si vous trouvez qu'elles favorisent une partie dans le conflit contre une autre, c'est que vous êtes antisémite !

15 représentants US dénoncent la propagande de guerre israélienne - Réseau Voltaire 16 octobre 2023

15 élus de la Chambre des représentants ont refusé de soutenir une résolution condamnant le Hamas pour l'opération « *Déluge d'Al-Aqsa* ».

Ils ont découvert que les accusations de viol et de décapitation de bébé sont de la propagande de guerre ainsi que l'affirmation selon laquelle l'opération n'aurait pas été organisée par la Résistance palestinienne unie, mais exclusivement par le Hamas. Réseau Voltaire 16 octobre 2023

Les manipulations de la propagande de guerre - Réseau Voltaire 15 octobre 2023

Toute guerre donne lieu à des manipulations. Les trois plus importantes aujourd'hui sont

- la fiction selon laquelle l'attaque de la Résistance palestinienne unie se limiterait à celle du Hamas (la source initiale est le bureau du Premier ministre)
- la fiction selon laquelle l'artiste allemande Shani Louk aurait été tuée durant la rave party. Des vidéos présentent le Hamas exhibant son corps dénudé à bord d'une camionnette.
- la fiction selon laquelle 40 bébés auraient été décapités par les jihadistes du Hamas ((la source initiale est le colon sioniste révisionniste David Ben Sion, repris sur i24 News), puis crédité par le président des États-Unis Joe Biden). Réseau Voltaire 15 octobre 2023

Les derniers développements.

Israël-Hamas: le Conseil de sécurité de l'ONU rejette une résolution russe, nouvelle réunion mardi - AFP 17 octobre 2023

Le projet russe de résolution a été approuvé par cinq Etats membres du Conseil -- dont la Russie et la Chine --, rejeté par quatre autres (Etats-Unis, Royaume-Uni, France et Japon) et six se sont abstenus, parmi lesquels le Brésil.

Pour être adoptée, une résolution nécessite l'approbation d'au moins neuf des 15 membres du Conseil, sans veto d'un des cinq membres permanents (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine).

L'ambassadeur russe à l'ONU Vassili Nebenzia a déploré que les pays occidentaux aient "*bloqué un message commun et unique du Conseil de sécurité pour répondre à des intérêts purement égoïstes et politiques*".

Son homologue britannique Barbara Woodward lui a répondu que Londres "*ne pouvait pas soutenir une résolution qui évite de condamner les attaques terroristes du Hamas*".

Le texte russe appelait à un "*cessez-le-feu humanitaire immédiat, durable et pleinement respecté*" et à un accès humanitaire "*sans entrave*" à la bande de Gaza en état de siège.

Mais sans désigner le Hamas, ce qui était inacceptable pour les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France.

Le Conseil de sécurité se retrouvera mardi soir pour se prononcer sur un second texte soumis cette fois par le Brésil.

Le projet de résolution du Brésil condamne lui spécifiquement "*les odieuses attaques terroristes du Hamas*". AFP 17 octobre 2023

J-C - A suivre, ce qui est intéressant, c'est que les uns et les autres sont placés par la force des choses face à leurs contradictions, et à cette occasion le masque de l'hypocrisie ou de la démagogie des uns et des autres tombe, leur véritable nature apparaît au grand jour, autant dire que ce n'est pas à leur avantage, excellent, car ainsi chacun sait ensuite à quoi s'en tenir avec chaque acteur politique, personne ne pourra dire par la suite qu'il ne savait pas.

Guerre Hamas-Israël : l'Iran menace d'une « action préventive » imminente - AFP/lepoint.fr 17 octobre 2023

Téhéran a averti à plusieurs reprises qu'une invasion terrestre de la bande de Gaza entraînerait une riposte sur d'autres fronts, ce qui fait craindre un embrasement régional. « *La possibilité d'une action préventive de l'axe de la résistance est attendue dans les prochaines heures* », a déclaré le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian à la télévision d'État, en faisant référence à sa rencontre avec le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, samedi.

Lundi, l'Iranien avait affirmé que cet « *axe de la résistance* » – appellation informelle des États et organisations ennemis d'Israël et des Occidentaux – ne permettrait pas à l'État hébreu « *de faire ce qu'il veut à Gaza* ».

Également lundi, le président iranien Ebrahim Raisi avait averti que le temps était compté pour parvenir à une solution politique, et a mis en garde contre l'extension de la guerre entre Israël et le Hamas à d'autres fronts.

Les affrontements se sont multipliés ces derniers jours à la frontière avec le Liban entre le Hezbollah et Israël. Ils ont fait une dizaine de morts côté libanais, en majorité des combattants, mais aussi un journaliste de Reuters et deux civils. Côté israélien, au moins deux personnes ont été tuées. AFP/lepoint.fr 17 octobre 2023

Colombie : le ministre des Affaires étrangères exhorte l'ambassadeur israélien à « quitter » le pays - french.almanar.com.lb 17 octobre 2023

Le ministre colombien des Affaires étrangères, Alvaro Leyva, a demandé lundi à l'ambassadeur israélien dans le pays de « *s'excuser et partir* », après les réactions israéliennes aux commentaires du président Gustavo Petro sur l'agression israélienne contre Gaza.

Alvaro Leyva a qualifié de « *grossièreté insensée* » sur son compte X (ex-Twitter) les propos de l'ambassadeur israélien Gali Dagan envers le président Gustavo Petro, qui a publié de nombreux messages depuis les bombardements israéliens meurtriers contre Gaza, les comparant à la « *persécution des juifs par les nazis* ».

Cette réaction intervient au lendemain de l'annonce par 'Israël', l'un des principaux fournisseurs d'armes à l'armée colombienne, qu'il « *interrompait ses exportations de sécurité* » vers le pays sud-américain après les déclarations jugées « *hostiles et antisémites* » de Gustavo Petro.

Après l'annonce par le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, d'un « *siège complet* » de Gaza et disant combattre « *des animaux* », le président colombien a écrit : « *C'est ce que les nazis disaient des Juifs. Les peuples démocratiques ne peuvent pas permettre au nazisme de se réinstaller dans la politique internationale* ».

Le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Lior Haiat, a indiqué dimanche que l'ambassadrice de Colombie en 'Israël', Margarita Manjarrez, avait été convoquée à la suite des déclarations de Gustavo Petro, l'accusant « *de menacer la paix de la communauté juive en Colombie* ».

En réponse le chef d'Etat a déclaré que son pays ne soutenait pas le « *génocide* ». « *Si nous devons suspendre nos relations avec Israël, nous les suspendons* ». french.almanar.com.lb 17 octobre 2023

France occupée.

L'Etat policier se déchaîne.

Gérald Darmanin annonce que « 193 étrangers en situation irrégulière sont en attente d'expulsion » - Le HuffPost 16 octobre 2023

Le ministre des Armées Sébastien Lecornu indique que la France apporte "du renseignement" à Israël - BFMTV 16 octobre 2023

Quand LFI « défend la police concrètement ».

Alexis Corbière (LFI) « Si des gens sont dangereux, il faut les expulser, il faut agir. »

« *la DGSI nous dit qu'il faudrait 8 000 personnes* », martèle Alexis Corbière, contre 5 000 actuellement. « *Je défends la police concrètement, je veux qu'elle ait les moyens de travailler* » Publicsenat.fr 16 octobre 2023

Totalitarisme. La chasse aux sorcières est ouverte sur un nouveau front.

Soutien de Karim Benzema et de Youcef Atal à Gaza : un sénateur interpelle la ministre des Sports - Journal du Dimanche 16 octobre 2023

Le sénateur Les Républicains Stéphane Le Rudulier demande à Amélie Oudéa-Castéra, dans un courrier envoyé ce lundi, le retrait de la légion d'honneur à Karim Benzema et la saisie du procureur général de la République pour Youcef Atal. Journal du Dimanche 16 octobre 2023

Ils en ont dégotté un ! Les lycées transformés en casernes prisionnières.

Enseignant tué à Arras: un élève refuse d'observer une minute de silence dans un collège des Yvelines - BFMTV 16 octobre 2023

Un élève a perturbé la cérémonie dans un lycée des Yvelines, refusant de respecter une minute de silence, apprend BFMTV de source policière.

Selon nos informations, cet adolescent, scolarisé au collège Champollion de Voisins-le-Bretonneux, s'est justifié en déclarant être "*pro-Palestine*" et "*pro-Arabie Saoudite*". BFMTV 16 octobre 2023

J-C - C'est son droit, non ?

Totalitarisme. Hystérie sécuritaire.

Après l'attaque à Arras, Valérie Pécresse prend des mesures pour protéger les lycées d'Île-de-France - Le HuffPost 16 octobre 2023

La présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, annonce au Parisien ce lundi 16 octobre, avoir pris plusieurs décisions pour rehausser le niveau de sécurité des 459 lycées de la région après la mort d'un professeur à Arras, dans le Pas-de-Calais, tué lors d'une attaque au couteau vendredi.

La dirigeante, qui a demandé aux agents et aux proviseurs de lui faire remonter leurs besoins, a d'ores et déjà promis la présence de maîtres-chiens devant les établissements qui le souhaitent et pris l'engagement de doubler le nombre de brigades régionales de sécurité, pour passer de cinquante à cent agents sur le terrain.

À plus long terme, la dernière candidate LR à la présidentielle se dit ouverte au déploiement d'équipements supplémentaires : nouvelles caméras, clôtures ou portiques aux abords des établissements scolaires, « *si c'est nécessaire.* » Le HuffPost 16 octobre 2023

Attentat d'Arras: le gouvernement veut accélérer sur sa loi immigration quitte à risquer le 49.3 - BFMTV 16 octobre 2023

"Nous pouvons agir dans les deux mois qui viennent, je demande à chacun d'être responsable", a déclaré la présidente de l'Assemblée nationale sur France 2, estimant possible de trouver une "large majorité" pour voter le projet de loi.

Si la macroniste veut accélérer, c'est que ce texte porté par Gérard Darmanin vise notamment à "réduire le champ des protections" contre les décisions portant obligation de quitter le territoire français (OQTF).

L'assaillant présumé d'Arras, Mohammed Mogouchkov, aurait dû être expulsé en février 2014, avec sa famille. Mais il avait finalement bénéficié d'un régime de protection. En l'état actuel du droit, une personne entrée sur le territoire avant ses 13 ans ne peut être expulsée.

De quoi donc pousser le gouvernement à vouloir aller très vite sur ce texte. La copie cherche à ménager la droite en facilitant les expulsions, tout en convainquant à gauche avec la régularisation des travailleurs sans-papiers déjà présents sur le territoire dans le secteur des métiers en tension. BFMTV 16 octobre 2023

Vous êtes Palestienne (72 ans), vous êtes une paria, une terroriste en puissance.

J-C – C'est à croire que personne ne lui avait expliqué ce qu'était devenue la France, un pays infréquentable.

Une militante palestinienne assignée à résidence dans les Bouches-du-Rhône - AFP 16 octobre 2023

Mariam Abou Daqqa, militante du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), en visite en France pour des conférences, a été assignée à résidence dans les Bouches-du-Rhône lundi avant une possible expulsion, qu'elle contestera en justice pour "faire valoir" ses "droits".

Le FPLP est une organisation qualifiée de terroriste par l'Union européenne.

"Je ne comprends pas ce qu'il m'arrive: j'ai un visa valide. Je ne suis pas une terroriste mais une activiste de gauche qui ne vient (en France) que pour parler des droits des femmes et des Palestiniens. Je pensais que nous étions en démocratie ici", a-t-elle déclaré lundi à sa sortie d'un commissariat du centre de Marseille où elle doit se présenter quotidiennement.

Interrogé par l'AFP, le ministère de l'Intérieur a indiqué que la militante était "membre du bureau politique du FPLP à Gaza" et que "le contexte actuel (programme de 15 conférences en France) est susceptible de constituer un trouble à l'ordre public qu'il s'agit de prévenir".

Dans son arrêté daté de dimanche et notifié à l'intéressée lundi, dont l'AFP a obtenu une copie, le ministère précise que Mme Abou Daqqa disposait d'un visa délivré par les services

consulaires français à Jérusalem en août, avant la flambée de violences entre Israël et le mouvement palestinien Hamas.

Il indique que l'expulsion n'est pas applicable immédiatement car "*il est nécessaire de prévoir l'organisation matérielle du départ*" de Mariam Abou Daqqa, compte tenu notamment du "*document de voyage*" qu'elle détient actuellement.

En conséquence, elle est assignée à résidence dans les Bouches-du-Rhône 45 jours, jusqu'à la fin novembre, avec obligation de "*se maintenir dans les locaux où elle réside à Marseille de 22H00 à 07H00 du matin*" et de pointer tous les jours à 12H30 au commissariat, détaille encore l'arrêté.

"Je n'aimerais pas rester en France dans ces conditions mais si je peux faire valoir mes droits, j'attendrai" que la justice se prononce, a estimé cette militante de 72 ans qui a affirmé que 29 membres de sa famille étaient "*décédés sous les bombes israéliennes à Gaza*" ces derniers jours.

Mme Abou Daqqa, dont la venue était prévue depuis de long mois à l'occasion de conférences sur le conflit israélo-palestinien dans plusieurs villes françaises, disposait d'un visa de 50 jours. Elle est arrivée en France fin septembre.

"Nous ne demandons que le respect du droit international qui n'est pas respecté par Israël depuis 75 ans", a indiqué cette militante contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

A sa sortie du commissariat, Mme Abou Daqqa était accompagnée de Pierre Stambul, porte-parole de l'Union juive française pour la paix (UJFP), selon qui "*l'arrêté d'expulsion est une décision illégale car on ne peut pas expulser quelqu'un vers un pays en guerre*".

"La France trahit la position qu'elle avait depuis toujours, à savoir parler avec les deux côtés", a-t-il poursuivi. "On est contre toutes les victimes civiles", a ajouté le porte-parole de cette association juive laïque et antisioniste.

Plus de 1.400 personnes, pour la plupart des civils, ont été tuées lors d'une attaque d'une ampleur sans précédent lancée par des commandos du Hamas en Israël le 7 octobre.

Les bombardements israéliens qui ont suivi sur la bande de Gaza, territoire surpeuplé et sous blocus depuis des années, ont tué au moins 2.750 personnes, en majorité des civils palestiniens, dont des centaines d'enfants, selon les autorités locales.

Plusieurs personnes étaient par ailleurs toujours en garde à vue au commissariat de Marseille, dont une militante de l'UJFP, arrêtées après avoir participé dimanche à Marseille à un regroupement interdit par la préfecture, pour la défense des Palestiniens.

Plusieurs conférences, où devaient intervenir Mariam Abou Daqqa, ont été interdites ces derniers jours par les autorités françaises, notamment à Lyon et à Martigues (Bouches-du-Rhône).

Le 9 octobre, la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet avait décidé d'interdire la venue de cette militante à l'Assemblée, invitée selon la présidence par la députée Ersilia Soudais (LFI) pour intervenir "à l'occasion de la projection d'un documentaire +Yallah Gaza+", le 9 novembre. AFP 16 octobre 2023

La majorité des Français sont-ils des nantis ?

J-C - La plupart vivent en couple ou en ménage, donc il faut additionner deux revenus, cela réduit d'autant le nombre de pauvres... Ceci expliquerait cela, non ?

Salaires : gagnez-vous plus ou moins que la moyenne des Français ? - actu.fr 16 octobre 2023

En 2021, en équivalent temps plein, un Français travaillant dans le privé gagnait, en moyenne, 2520 euros nets par mois. Dans le public, en 2020 (chiffres les plus récents de l'Insee), le montant s'élève à 2380 euros nets par mois.

Dans le privé, donc, un cadre gagnait, en 2021 toujours, 4330 euros nets par mois en moyenne. C'est 2530 euros de plus qu'un employé, qui lui, gagne en moyenne 1800 euros par mois. Soit le plus bas salaire moyen recensé par l'Insee pour le privé.

Un ouvrier est payé 1860 euros par mois, tandis que quelqu'un exerçant une profession intermédiaire (un poste intermédiaire entre les cadres et les agents d'exécution, ouvriers ou employés, une autre partie concerne des gens travaillant dans l'enseignement, la santé et le travail social), gagne, lui, en moyenne, 2470 euros par mois.

Du côté du public, c'est la catégorie de fonctionnaire qui fait foi. Pour faire simple, il s'agit du niveau d'étude demandé au recrutement. Pour la catégorie A, un diplôme à bac + 3 minimum est requis. Pour la catégorie C, un brevet, BEP ou CAP sera suffisant.

Ainsi, un fonctionnaire gagne en moyenne 2440 euros, mais selon sa catégorie, le montant de la rémunération nette mensuelle varie entre 1910 et 3010 euros.

Ce sont les personnels médicaux (médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes non fonctionnaires) qui s'en sortent le mieux avec 5870 euros de salaire net mensuel moyen.

50 % des salariés du privé gagnent plus de 2000 euros, et 50 % gagnent moins. « *Un salarié sur cent gagne plus de 9 640 euros nets, soit environ huit fois le Smic* », précise l'Insee.

Pour le public, le salaire médian monte à 2130 euros, mais « *l'éventail des salaires y est globalement plus resserré que dans le privé* » : le salaire des 10 % qui gagnent le plus (3 450 euros), est 2,3 fois plus élevé que le salaire des 10 % qui gagnent le moins (1 480 euros).

On parle ici de « *revenu à la disposition* », plutôt que de salaire. Le calcul prend en compte l'imposition ainsi que les différentes aides apportées par l'État.

https://actu.fr/economie/infographies-salaires-gagnez-vous-plus-ou-moins-que-la-moyenne-des-francais_60211592.html

Moins de liberté pour plus de sécurité, moins de salaire pour plus d'emploi, moins de retraite pour plus de productivité, l'engrenage infernal de l'exploitation et de l'oppression "tout au long de la vie".

Pouvoir d'achat, SMIC : que proposent les participants à la conférence sociale sur les bas salaires ? - Publicsenat.fr 16 octobre 2023

Bruno Le Maire - « *Si nous voulons un taux d'emploi toujours plus élevé, il faut éviter l'indexation des salaires sur l'inflation* ».

Publicsenat.fr - Bruno Le Maire balaie également l'idée d'une nouvelle augmentation du SMIC, ainsi que celle d'une augmentation générale des salaires décidée par l'État.

Excluant ainsi toute intervention directe de l'État pour améliorer les bas salaires, le gouvernement met notamment en avant la hausse de la productivité comme levier d'augmentation des rémunérations. « *Aujourd'hui, avec le ralentissement des gains de productivité, les salaires n'augmentent plus avec le dynamisme d'autrefois. Ma conviction, c'est qu'il n'y a pas de fatalité. C'est notamment en investissant dans les compétences et dans la formation tout au long de la vie qu'il est possible de relancer cette dynamique* », a indiqué Elisabeth Borne dans son discours d'ouverture.

J-C - On sait ce que recouvre cette formule, travailler toujours plus et plus longtemps jusqu'au dernier souffle.

Publicsenat.fr - Lors de la restitution des discussions intervenues lors des ateliers, il a été rappelé que 56 branches présentent encore des grilles inférieures au SMIC, c'est par exemple le cas dans au sein des laboratoires d'analyses médicales ou dans l'industrie du caoutchouc. Autre annonce importante de cette conférence sociale, la Première ministre souhaite la mise en place d'un Haut Conseil des rémunérations. Ses missions, sa composition et son fonctionnement seront définies par le ministre du Travail à partir de décembre, dans le cadre de consultations avec les partenaires sociaux.

Les syndicats se sont saisis de la proposition de création d'un Haut Conseil des rémunérations, déjà annoncée la veille lors d'une interview de la Première ministre dans *La Tribune Dimanche*.

En ouverture de la conférence sociale, les secrétaires générales de la CGT et de la CFDT ont émis le souhait que cette instance remplace le groupe d'experts sur le SMIC, dont les membres sont aujourd'hui proposés par le gouvernement. Publicsenat.fr 16 octobre 2023

J-C - Tu parles une source de prébendes et de places, ils pourront caser leurs copains ou copines, il n'y a que cela qui les intéresse ces vendus.

La réaction à l'offensive sur tous les fronts à la fois.

J-C - Par quoi doit passer le délitement de la République ou la propagande officielle en faveur de l'Ancien Régime. ? Par la destruction de l'école publique.

Longtemps bannie, la langue alsacienne désormais proposée en "immersion" à l'école - AFP/actu.orange.fr 17 octobre 2023

"Wenn de gaere en d'schuel gesch, klàtsch en d'Hand" ("Si tu aimes aller à l'école, frappe des mains"): à Brumath (Bas-Rhin), des élèves de maternelle baignent dans l'alsacien, une langue longtemps bannie de l'école publique avant d'y revenir en septembre.

Les 15 élèves de cette classe à double niveau (petite et moyenne section de maternelle) participent à une expérimentation lancée à la rentrée par l'académie de Strasbourg: 75% de leur temps est consacré à l'alsacien et à l'allemand, et 25% au français.

En Alsace, il existait déjà une douzaine d'écoles gérées par l'association ABCM où coexistent l'allemand et l'alsacien. Certaines se sont lancées dans un système immersif, à la différence près que le français y est dans leur système complètement absent.

Le président de la Fédération Alsace bilingue-Verband zweisprachiges Elsass, Pierre Klein, regrette que l'académie de Strasbourg n'ait pas suivi ce modèle car il estime que *"cela aurait permis de profiter pleinement des avantages de l'immersion"*.

Il se félicite cependant que l'alsacien fasse son entrée à l'école publique, y voyant *"la prise de conscience de la valeur que représentait le bilinguisme et du très fort déclin du dialecte"*.

Redoutant peut-être quelques difficultés au démarrage, les parents d'élèves se sont montrés plutôt frileux et les quatre classes immersives ne rassemblent qu'une cinquantaine d'élèves au total.

"Au départ j'avais trois élèves inscrits mais les parents se sont laissés tenter", raconte Sandra Cronimus.

Ceux qui ont tenté l'expérience ne semblent pas déçus. AFP 17 octobre 2023

J-C - Voilà comment l'AFP agit en instrument de la propagande officielle. J'ai coupé une dizaine de paragraphes faisant l'éloge de ce retour deux siècles et demi en arrière, au nom du progrès, de la démocratie et de la liberté qui existaient à cette époque, comment, vous ne le saviez pas ?

Santé.

Boycott !

Début de la campagne de vaccination contre la grippe, désormais ouverte aux enfants - AFP 17 octobre 2023

Russie.

J-C – Les « *Nouvelles routes de la soie* », ce ne serait pas par hasard le « *Great Reset* » emballé dans de la soie ?

Poutine en Chine pour rencontrer son "cher ami" Xi Jinping - AFP 17 octobre 2023

Le président russe Vladimir Poutine est arrivé mardi à Pékin, où il doit rencontrer son homologue et "cher ami" Xi Jinping, à l'occasion d'un grand sommet multilatéral.

La Chine accueille jusqu'à mercredi les représentants de quelque 130 pays pour le forum des "Nouvelles routes de la soie" (projet aussi appelé "La ceinture et la route"), un événement diplomatique majeur qui devrait contribuer à renforcer sa stature internationale.

"Le président Xi Jinping m'appelle son ami et je l'appelle aussi mon ami", a ainsi affirmé avant sa visite M. Poutine dans un entretien avec la télévision chinoise. AFP 17 octobre 2023

J-C - Je vous ai fait grâce de toutes les attaques proférées par l'AFP contre la Russie et la Chine, soit environ les trois quarts du contenu de cet article. On n'est pas là pour relayer la propagande de la réaction, bien que trop souvent on ne puisse pas entièrement la couper, leurs articles sont faits de fait de telle manière qu'il faudrait entièrement les réécrire et je n'en ai pas le temps.

Équateur.

J-C – Vous apprécierez : Il « *a étudié dans les meilleures universités américaines avant d'intégrer l'empire familial, la Noboa Corporation.* ». « *L'homme se dit de "centre gauche" et incarne l'élite politique équatorienne issue du monde de l'entreprise privée et proche de la droite.* », autant dire que cela signifie la même chose !

Bref les Equatoriens avaient le choix entre la lèpre et le choléra, comme partout ailleurs, voir plus loin.

Équateur: Daniel Noboa devient le plus jeune président de l'histoire du pays à l'âge de 35 ans - BFMTV 16 octobre 2023

Avec 52.1% des suffrages, l'homme d'affaires et fils de milliardaire Daniel Noboa est devenu ce dimanche 15 octobre, à 35 ans, le plus jeune président de l'histoire de l'Équateur, promettant de se mettre immédiatement "*au travail*" pour ramener "*la paix*" dans un pays ravagé par la violence du narcotrafic.

Son adversaire Luisa Gonzalez, héritière de l'ex-président Rafael Correa (2007-2017), a reconnu sa défaite avant même la fin du décompte, félicitant "*sincèrement le vainqueur*".

Le scrutin, annoncé ces derniers jours comme très serré, s'est déroulé sans incident majeur, avec un taux de participation de plus de 82.33%.

Marié et père de deux enfants, Daniel Noboa a étudié dans les meilleures universités américaines avant d'intégrer l'empire familial, la Noboa Corporation. L'homme se dit de "*centre gauche*" et incarne l'élite politique équatorienne issue du monde de l'entreprise privée et proche de la droite.

L'homme à la maigre expérience de deux ans comme député aura aussi fort à faire pour obtenir une majorité à l'Assemblée nationale, particulièrement fragmentée, où il ne dispose que de 13 députés, contre 48 pour le parti corréiste, sur un total de 137 sièges. BFMTV 16 octobre 2023

Nouvelle-Zélande.

J-C – Entre la lèpre et le choléra.

Élections législatives : la droite néo-zélandaise transforme l'essai - Courrier International 16 octobre 2023

Il semble acquis que le Parti national, avec 50 sièges sur les 120 du Parlement, va former un gouvernement de coalition avec ACT New Zealand, un parti de centre droit qui a emporté 11 sièges, selon les résultats provisoires.

Quelle que soit la prochaine coalition au pouvoir en Nouvelle-Zélande, c'est un grand succès pour la droite néo-zélandaise, en minorité depuis les élections législatives de 2017, et un coup de bambou pour les travaillistes, qui, avec 34 sièges, perdent près de la moitié de leurs sièges. Courrier International 16 octobre 2023